

## Comptes rendus

---

**DRION du CHAPOIS : Paul van Zeeland, au service de la Belgique.** Editions Labor, Bruxelles, 1971, 133 pages.

Le vicomte van Zeeland a été une étoile du firmament politique de la Belgique. Spécialiste de la finance, économiste distingué, il joua un rôle important avant et après la deuxième guerre mondiale.

Dans sa préface, le Prince de Croy-Rœulx souligne qu'il n'est pas aisé de mentionner et de juger en si peu de pages les faits marquants d'une existence aussi bien remplie ; ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'auteur et de l'historien d'avoir su ne considérer que l'essentiel tout en nous permettant néanmoins de sentir vibrer au travers des inspirations et des réussites de l'homme d'Etat le comportement merveilleusement humain de ce chrétien et de ce gentilhomme soucieux de son devoir social.

L'auteur, le baron Drion du Chapis, écrit cette langue du cœur propre aux esprits généreux de jadis. Animé d'une admiration profonde pour son sujet, il nous en a fait une vraie miniature. L'ouvrage fourmille de détails précis sur la grande carrière qui fut celle du Ministre d'Etat Paul van Zeeland.

*Wladimir S. Plavsic.*



**Charles d'YDEWALLE : Pierre Harmel à l'heure atlantique.** Editions Labor, Bruxelles, 1971, 147 pages.

L'auteur a l'âge du Roi Léopold III, il a eu 70 ans en novembre 1971. Il écrit comme le cardinal de Retz, il a pour lui d'être un grand journaliste. Ses pairs disent volontiers de lui qu'il est l'honneur de leur profession. Caustique, aimablement railleur, nostalgique de la Belgique des années trente, se proclamant Ménapien, Charles d'Ydewalle aime égrener, à l'occasion de cette petite biographie de Pierre Harmel, les souvenirs religieux et politiques du rosaire de sa longue vie professionnelle.

Cela donne une série de petits portraits des contemporains de Pierre Harmel, qui ont eu, de loin ou de près, une certaine influence sur sa formation, sur son devenir. Charles d'Ydewalle a le mérite de n'être jamais ennuyeux. Quant aux idées qu'il défend, il faut lui reconnaître le droit de rêver au temps désormais révolu de ses « Enfances en Flandre ».

Quant au sujet, Pierre Harmel à l'heure atlantique, c'est au lecteur qu'il revient de lire ce que furent ses origines, les enthousiasmes généreux de sa jeunesse, ses débuts prometteurs au lendemain de la guerre, ses réalisations dans les différents départements qui lui furent confiés, ce que sont aussi surtout son style, son allure.

*Wladimir S. Plavsic*



**Gabriel THOVERON : Radio et télévision dans la vie quotidienne, Centre d'étude des techniques de diffusion collective.** Editions de l'Institut de Sociologie, Université libre de Bruxelles, 1971, 882 pages, 594 FB.

L'auteur est né à Liège en 1931. Chargé de cours à l'Université de Bruxelles, il nous présente sa thèse qui vient de lui valoir d'être le premier Docteur en Journalisme et en Communication sociale proclamé en Belgique.

L'objet de la recherche de Gabriel Thoveron est d'étudier l'usage que le public fait de la radio et de la télévision. Le but est de prendre un peu de recul par rapport à des études et recherches, de faire une mise au point générale, de dresser un bilan de l'acquis, réel, probable ou souhaité, et d'intégrer ce bilan dans un cadre général.

L'étude permet de mesurer la manière dont l'équipement en récepteurs de radio et de télévision s'est organisé dans l'absolu comme relativement aux autres équipements ; d'observer les comportements vis-à-vis de la radio et de la télévision (moments, durées, caractères de l'écoute et de la vision), d'étudier les goûts et la manière dont s'opèrent les choix vis-à-vis des divers types d'émissions. Elle aide à comprendre quelles fonctions remplissent radio et télévision, c'est-à-dire à comprendre ce que l'on fait, et pourquoi, de la vision et de l'écoute.

L'auteur a donc envisagé son sujet sous trois aspects fondamentaux : l'équipement, le comportement, les goûts.

Récepteurs de radio et de télévision sont des objets qui se répandent partout ; objets d'usage courant, habituel et nécessaire ; objets dont on se sert abondamment. Radio et télévision envahissent notre vie quotidienne, surtout notre vie au domicile, aptes à combler notre loisir, débordant, s'insinuant dans le temps dit contraint ou semi-contraint.

Cet envahissement, ce débordement ne semblent pas dûs au hasard : certaines des fonctions qu'elles remplissent répondent à des besoins profondément ressentis dans la vie quotidienne.

Radio et télévision, réunies, remplissent une gamme de fonctions plus large que les autres techniques de diffusion.

Le grand mérite de ce travail est de ne pas s'appuyer uniquement, comme trop souvent, hélas, sur des sources étrangères. M. Thoveron a largement utilisé l'abondante documentation belge qui existe en matière de techniques de diffusion collective. La chose valait d'être soulignée.

*Wladimir S. Plavsic.*

\*

**Marc-Antoine PIERSON : Actualité du Socialisme.** Editions Labor, Bruxelles, 1971, 307 pages.

Le Parti socialiste belge tiendra en automne 1972 un congrès doctrinal. On a souvent reproché aux socialistes belges une certaine carence de documents doctrinaux. C'est dire si l'ouvrage de Marc-Antoine Pierson vient à point nommé.

Dès le premier chapitre, l'auteur souligne la nécessaire actualisation du message socialiste. Les détracteurs du socialisme, écrit-il, prétendent que ses propositions sont aujourd'hui périmées. Sa doctrine et son action manqueraient

de fondement parce que, élaborées à l'encontre d'une organisation politique, économique et sociale donnée — celle du XIX<sup>e</sup> siècle — elles porteraient à faux, face à la société actuelle, pour ne pas tenir compte des profondes mutations sociales intervenues.

L'auteur poursuit en analysant les grands domaines sur lesquels l'action socialiste a porté : le politique, le social et l'économique.

Le message socialiste n'est pas devenu, écrit-il, sans objet sur le plan de l'organisation politique pour la raison que l'action qu'il a inspirée a réussi à conquérir l'égalité politique. Les adaptations doivent être, selon lui, recherchées dans les directions suivantes : un renforcement du pouvoir législatif par une modernisation de ses instruments, une restructuration du pouvoir exécutif, une protection renforcée des citoyens par la désignation d'un Commissaire parlementaire (ombudsman), une redistribution des compétences entre le pouvoir central et les nouvelles institutions régionales et locales, une réforme démocratique de l'organisation internationale, une réforme administrative, la défense de la presse d'opinion, la reconnaissance légale des partis politiques, une éducation civique objective. On le voit, sur le plan politique, l'auteur ébauche un vaste plan d'action.

Sur le plan social, relevons cette réflexion : il est regrettable que les forces du travail en Belgique, et tout particulièrement dans l'action syndicale, demeurent scindées ; qu'à la doctrine socialiste s'oppose la conception chrétienne, car des programmes semblables à ceux adoptés par la F.G.T.B. seraient de nature à entraîner une transformation du régime, s'ils pouvaient être soutenus par l'ensemble des forces syndicales.

Dans sa conclusion, M.-A. Pierson observe que l'action socialiste devra retrouver le sens de l'organisation dont elle était pourvue à l'époque héroïque. Pour conquérir le pouvoir de soumettre à ses objectifs l'évolution sociale, elle devra, en effet, organiser toutes les forces du travail, rassembler tous ceux qui dans la société actuelle subissent le système alors qu'ils détiennent la majorité qui pourrait le rénover.

Nul ne pourra se pencher sur la doctrine du socialisme belge sans utiliser cette remarquable synthèse réalisée par le juriste averti et le grand parlementaire qu'est M. Pierson.

*Wladimir S. Plavsic.*



**Jacques VANDERLINDEN : Introduction au droit de l'Ethiopie moderne.** Bibliothèque africaine et malgache. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1971, 386 pages.

L'auteur, spécialiste du droit coutumier, est agrégé de l'enseignement supérieur, Professeur extraordinaire à l'Université Libre de Bruxelles, Associate Professor Haile Selassie I University.

Il n'existe, à l'heure actuelle, aucun ouvrage en langue française qui nous donne une vue globale du système juridique contemporain de cet Empire millénaire qu'est l'Ethiopie d'aujourd'hui.

Au livre premier, l'auteur analyse les composantes du système juridique éthiopien. On peut retenir cinq composantes : droits des groupes ethniques, droit de l'Eglise nationale, droit musulman, droits anglo-saxons, droits romano-germaniques.

La loi, la coutume, la jurisprudence, la doctrine et les actes juridiques constituent les sources du droit. Ces composantes forment le livre deuxième.

Le droit public retiendra davantage l'attention du politiste. C'est l'objet du livre troisième. Les caractères généraux de l'Empire d'Ethiopie ne peuvent être compris qu'à la lumière de l'histoire du pays. L'auteur analyse le droit constitutionnel sous ses divers aspects. Au chapitre consacré au droit administratif, on relève en première place le rôle de l'Eglise orthodoxe éthiopienne. Il est impossible de parler de l'Ethiopie sans parler de son Eglise orthodoxe et de son rôle déterminant dans la vie politique, culturelle et sociale nationale. Des considérations sur les droits fiscal, pénal et international public complètent cette importante section du droit public.

Pour être complet, l'auteur donne aussi un aperçu ample et riche de détails du droit privé et du droit judiciaire. Le chapitre consacré au droit commercial donnera satisfaction aux lecteurs appelés à traiter avec l'Ethiopie moderne.

Le livre de Jacques Vanderlinden comble une lacune. Il faut savoir gré à l'auteur de fournir aux personnes curieuses du droit des pays africains un manuel répondant à tant de questions, muni de tant de références et d'un maniement aussi aisé.

Wladimir S. Plavsic.



**G. CRAENEN, W. DEWACHTER en E. LISMONT, De Belgische Grondwet van 1831 tot heden. Leuven, Acco, 1971, 103 blz.**

Deze auteurs hebben in 1970, toen iedereen zowat verloren liep in de poespas van voorgestelde of half goedgekeurde teksten van de grondwetsherziening, een handige bundeling van al toen voorradige formuleringen samengebracht in hun uitgave: *De Belgische Grondwet per 1 september 1970. Aangevuld met de in Kamer of Senaat goedgekeurde wijzigingen. Nederlandse en Franse tekst* (Leuven, Acco, 1970, 60 blz.). Dat deze uitgave aan een behoefte beantwoordde werd aangetoond door het feit dat na één maand moest herdrukt worden, en dat ook de tweede uitgave na een paar maanden volledig uitgeput was. Ondertussen kwam de grondwetsherziening in de beslissende fase die leidde naar de herziening van december 1970. Maar ook na 1 januari 1971 werden nog een paar wijzigingen aan de grondwet aangebracht. Het was derhalve nodig een nieuwe uitgave te verzorgen. Het werk dat hier besproken wordt realiseert dit ten volle.

Men ziet nu bij verschillende uitgevers de aktuele tekst van de grondwet verschijnen. Van al de verschenen teksten lijkt ons deze uitgave de beste. Deze publikatie geeft niet alleen dat wat al de andere uitgaven geven, namelijk de aktueel geldende tekst, maar geeft ook een historisch overzicht. Dit historisch overzicht begint met overzichtstabellen van de werkzaamheden van de verschillende constituanten sinds 1831. En verder geeft deze publikatie in een overzichtelijke vorm *naast elkaar gesteld, de opeenvolgende versies* van de Belgische grondwet, de versie van 1831, de versie van 1893, de versie van 1919-1921, de (eindelijk) nederlandse versie van 1967, de opeenvolgende wijzigingen van 1967 tot en met 1971. Zo verschijnt de grondwet in haar meest *aktuele gestalte* in deze publikatie, en tegelijkertijd in haar *historische groei*.

Men kan terecht zoals J. De Meyer het in zijn inleiding schrijft stellen: « In kort bestek en in handige vorm, beschikt men nu voor België over iets dat

voor de meeste naburige landen reeds sedert jaren bestaat ». Het is wel eigenaardig dat men voor deze eerste uitgave in België, dat toch geen tekort aan juristen heeft, diende te wachten op de politologen.



**François BOURRICAUD, l'Université à la dérive.** Stock, Paris, 1971, 180 pp.

Dans le foisonnement d'études sur l'Université qu'à provoqué en France le mouvement de mai 1968, l'ouvrage de l'éminent sociologue de l'Amérique latine qu'est le Pr. Bourricaud tient une place à part en raison de l'étendue de son horizon qu'atteste d'ailleurs l'intitulé de ses cinq chapitres : De l'institution universitaire ; Le dérapage français ; La collision aux Etats-Unis ; L'enlèvement latino-américain ; Une société sans obligation ni sanction. Que l'on accepte ou non l'interprétation résolument pessimiste que nous propose l'auteur, la profondeur de ses analyses et la rigueur de ses raisonnements méritent de retenir l'attention de tous ceux que préoccupe l'avenir de l'institution universitaire. Celle-ci étant définie par ses trois activités de formation professionnelle, de centre de recherches et de transmission des valeurs culturelles, le Pr. Bourricaud, insiste sur l'importance du libre examen : « Ce que l'enseignement universitaire est censé apporter à l'étudiant, ce n'est pas essentiellement une connaissance toute faite, ni même une information à jour, c'est la détermination méthodique des conditions auxquelles il a le droit de ne pas être d'accord avec son maître ». Se référant à un essai de Bertrand de Jouvenel consacré à la « République des savants », l'auteur insiste sur le caractère nécessairement hiérarchique et aristocratique ainsi que sur l'idéal d'ouverture qui s'imposent à la communauté universitaire dans laquelle on ne saurait voir sans aveuglement un « microcosme » tant elle diffère à tous égards de la société civile. Que l'idéal d'ouverture sur le monde et au monde contemporain ait parfois été oublié voire trahi, voilà ce qui ressort avec évidence de l'analyse des conditions qui ont permis à l'Université d'atteindre son rayonnement maximum à deux périodes de l'histoire, au Moyen-âge occidental et au dix-neuvième siècle allemand.

Bien qu'il insiste surtout sur les différences tout à fait frappantes qui existent entre les diverses crises universitaires contemporaines, le Pr. Bourricaud relève aussi trois traits qu'elles ont en commun : la suspicion à l'égard du principe de « cognitive rationality », la transformation du rapport d'autorité et la « démocratisation » de l'institution. Le terme même de « démocratisation » implique la possibilité d'assimiler les rapports entre enseignants et enseignés à ceux qui prévalent dans la société civile, et incline à l'optimisme libéral. Mais, observe l'auteur « la question escamotée par l'optimisme libéral est de savoir si l'autorité dans le rapport pédagogique, et plus généralement dans les institutions universitaires, ressemble plutôt à celle qui unit le médecin et le malade, ou plutôt à celle qui s'attache à un contrat collectif entre un syndicat et une entreprise capitaliste ». Bien qu'il tienne pour fallacieuse toute réponse tranchée à cette question, l'auteur incline manifestement pour la première réponse. Aussi bien, entrevoit-il une dégradation progressive de l'université de par le monde : « Pour le dire d'un mot — écrit-il — ce qui me préoccupe, c'est moins la violence que la chienlit molle, étalée et répandue sur une période indéfinie ».

Si l'Université se transforme en une « société sans obligation ni sanction » comme le croit l'auteur en paraphrasant un livre de Guyau, dont il a tort d'affirmer qu'il est quelque peu oublié, c'est la survie de l'Université comme institution d'enseignement supérieur qui est en cause, car dans la mesure où l'on aura admis « que l'entrée et le maintien indéfini de n'importe qui à l'Université est un droit de l'homme et du citoyen », que le contenu et les méthodes de l'enseignement ainsi que le contrôle des connaissances (si tant est qu'il subsiste) deviennent l'objet d'une négociation en règle entre enseignants et enseignés, nul doute alors que la recherche émigrera de l'Université vers des havres plus sereins pour n'y laisser qu'un enseignement « secondarisé » car coupé de ses sources d'inspiration. Contrairement aux hommes politiques français qui se sont ralliés avec une rare unanimité à la loi d'orientation introduisant le principe de participation à l'Université, le Pr. Bourricaud trouve en ce dernier plus d'inconvénients que d'avantages : « Disons qu'il ne suffit pas de parler pour se comprendre, et de se comprendre pour tomber d'accord. » Relevons combien curieusement cette phrase fait écho à telle autre écrite voici un siècle et demi par un penseur qu'un collaborateur de *Res Publica* a présenté il y a quelques années comme un fondateur de la science politique : « Ceux qui croient qu'en multipliant les voix délibératives on diminue le doute connaissent peu l'homme, et n'ont jamais siégé au sein d'un corps délibérant. « Est-ce à dire que l'autorité intellectuelle du savant et son rôle dans la cité soient promis au même sort que l'autorité spirituelle du pape et sa suprématie politique défendus par Joseph de Maistre dans son brillant plaidoyer — *Du Pape* — d'où nous avons extrait ce passage ?

C'est sans malice que nous soumettons cette énigme à l'auteur de *l'Esquisse d'une théorie de l'autorité* qu'est également le Pr. Bourricaud.

*Ivo Rens.*



**Robert ARON, Le socialisme français face au marxisme. Grasset, Paris, 1971, 280 pp.**

Fruit d'une recherche de quarante ans, le dernier ouvrage de l'éminent historien Robert Aron nous a inspiré, avouons-le, des sentiments mélangés : admiration pour l'immensité du propos que le titre de l'introduction — « Pourquoi le monde est-il en crise ? » — traduit mieux que le titre de l'ouvrage ; intérêt soutenu pour l'essai synthétique d'histoire du travail constitué par le premier chapitre intitulé « Préhistoire et naissance du prolétariat » ; déception au terme du second chapitre intitulé « Naissance du socialisme » ; malaise à la lecture du troisième chapitre « De René Descartes à Karl Marx » ; enfin désappointement et peut-être même irritation dus à une conclusion qui ne tient pas les promesses du titre. Expliquons-nous :

Analysant la crise que traverse notre monde, Robert Aron en discerne d'emblée les caractères d'universalité et de mise en cause totale. Rejetant les explications unilatérales et reconnaissant au mouvement de mai 1968 une portée considérable, l'auteur rattache son interrogation au problème du travail qu'il relie au mythe de Prométhée volant le Feu du ciel et à celui du Talmud affirmant que l'Éternel lui-même donna le feu à Adam. C'est donc par un portique impressionnant que le lecteur pénètre dans cet ouvrage. Tout au plus peut-il se demander si la crise de civilisation que nous vivons se ramène tout entière au problème du travail, et s'il n'eût pas été plus logique d'aborder sous un autre angle l'énigme de la

condition humaine. Mais tout problème général débouchant sur les questions éternelles de la philosophie, nul ne contestera à l'auteur la légitimité de sa problématique ni l'ampleur de son propos.

Cette dernière se trouve confirmée par son premier chapitre qui nous reporte tout d'abord à la préhistoire et nous retrace ensuite l'évolution du travail à travers les âges. L'un des développements les mieux venus de ce chapitre est sans doute celui constitué par le passage intitulé « Un bourg prédestiné : Nazareth ». Non moins passionnant est le passage consacré à la Réforme. Se référant à Unamuno, Robert Aron déclare que c'est à Luther qu'appartient le mérite d'avoir redécouvert la notion biblique du travail. Relevons en passant que notre auteur semble contredire et ignorer tout à la fois la thèse de Henri de Man — qu'il ne cite jamais — selon laquelle la notion moderne de la dignité du travail serait apparue dans les communautés urbaines du haut Moyen-Age, autour des X et XI siècles. En bref, le chapitre consacré à la préhistoire et à la naissance du prolétariat nous présente une fresque historique d'une prodigieuse diversité.

Le chapitre suivant débute par des considérations qui pour n'être pas originales n'en sont pas moins profondes sur la signification historique de la Révolution française : « Avec elle, les idées se mettent à mener le monde... La Révolution française, c'est la première irruption directe des idées dans la politique ». Le reste du chapitre retrace la naissance du socialisme au travers de Gracchus Babeuf, Saint-Simon, Charles Fourier, Pierre Leroux, Auguste Blanqui, Louis Blanc, Constantin Pecqueur, la révolution de 1848, Proudhon et le problème religieux et enfin la Commune de Paris. Le ton du chapitre est donné par la dédicace du livre : « Pour les communards de 1871, victimes de la réaction versaillaise et de la falsification marxiste. » Robert Aron convainc-il le lecteur que « le socialisme français pré-marxiste reste ouvert sur tous les grands problèmes qui sollicitent l'âme humaine : il n'en élimine aucun, il n'en stérilise aucun, il n'enferme aucun d'entre eux dans les constructions abstraites d'un système totalitaire » ? Nous en doutons car l'ouverture de ces systèmes pourrait bien résulter surtout du fait qu'aucun d'eux n'a été appliqué, contrairement au marxisme. Quant à la pensée proudhonienne, à laquelle Robert Aron réserve la première place, regrettons qu'il ne s'interroge pas sur son appartenance au socialisme. N'est-il pas inquiétant que certains adversaires du marxisme s'épuisent encore à chercher appui en une pensée qui ayant tour à tour tout nié et tout affirmé n'ait pour finir laissé d'autre proposition constructive que l'idée fédéraliste qui n'a qu'un rapport éloigné avec la préoccupation de justice sociale ?

La déception que nous avons éprouvée à la fin du second chapitre s'est transformée en malaise à la lecture du troisième qui commence par une exécution sommaire de Descartes arbitrairement tenu pour un précurseur de Marx. Il nous semble, en effet, que loin d'être un continuateur privilégié de Descartes, Marx l'est infiniment moins que l'ensemble du mouvement scientifique moderne et contemporain en raison de l'interférence hégélienne. Aussi bien, le défaut métaphysique que Robert Aron diagnostique chez l'auteur du *Discours de la méthode* n'est-il autre que le postulat du rationalisme classique, dont se sont éloignés Hegel et Marx, mais dont se réclament à nouveau quelques-uns des représentants les plus éminents de la science contemporaine. Quant au défaut moral que Robert Aron attribue toujours à Descartes, le goût de la facilité — attentée par l'esprit géométrique ? — disons tout net qu'il ne nous paraît pas très sérieux. Ayant donc « réfuté » le « totalitarisme de la raison » chez Descartes, notre auteur n'a aucune peine à le dénoncer chez Marx, après quoi il

prône un socialisme affranchi de tout dirigisme — même de la raison ! — inspiré de Proudhon auquel il associe à l'occasion Sorel en guise de caution. Les seuls développements de ce chapitre qui nous aient paru positifs sont ceux consacrés à la pensée d'Arnaud Dandieu qui nous était inconnue.

Si Robert Aron nous a finalement désappointé et irrité par sa conclusion, c'est qu'il ne définit pas autrement que par les adjectifs « libertaire » et « fédéraliste » son « socialisme de la liberté » qu'il semble d'ailleurs identifier au personnalisme des « non-conformistes des années 30 ».

Ivo Rens.



### Robert KENNEDY, Crise à la Maison-Blanche.

Ce manuscrit, édité par Denoël (Paris, 1968) a été dicté par Robert Kennedy quelques mois avant son assassinat, à partir de notes personnelles prises à la Maison-Blanche. Il constitue jusqu'à présent le seul témoignage direct sur la « crise des fusées de Cuba », l'unique crise nucléaire grave qui ait éclaté entre les deux super-puissances atomiques. Cette crise a mis le monde au bord d'une guerre nucléaire dans laquelle, suivant l'expression du président Kennedy, « même les fruits de la victoire se transformeraient en cendres dans notre bouche ». Le livre est un compte clair et simple de cette affaire. Il est aussi passionnant qu'un roman d'anticipation...

En octobre 1962, Khrouchtchev fit installer à Cuba des rampes de lancement de missiles, des engins ballistiques à ogive nucléaire et d'autres armes offensives. Kennedy, jugeant que ce fait nouveau détruisait l'équilibre des forces, décida de riposter, car « le plus grand danger serait de ne rien faire ». Le monde se trouva alors devant la plus forte menace de guerre catastrophique depuis l'ère atomique, et dont les conséquences étaient à peine prévisibles. La crise fut courte : du 17 octobre, jour où Washington reçut la première notification de la présence de missiles russes à Cuba, jusqu'au 28 octobre, où l'on apprit que Khrouchtchev se pliait aux demandes américaines. Le Premier ministre Macmillan devait affirmer par la suite que cette période fut la plus éprouvante qu'il ait vécue au cours de plusieurs lustres de service public, toute la seconde guerre mondiale y comprise. Durant ces quelques jours, et pour utiliser la formule du Secrétaire d'Etat Dean Rusk : « Nous regardâmes droit dans la bouche d'un canon. Puis les Russes flanchèrent ». Ce ne fut évidemment pas aussi simple que cela...

Pour toute la durée de la crise, un cabinet de guerre fut constitué par le président Kennedy : le Comité exécutif du Conseil national de sécurité, que l'on devait baptiser plus tard « Ex-Comm ». Ce comité siégea avec le Président en permanence, afin d'arrêter les décisions stratégiques et de vérifier les détails d'exécution. La question fondamentale était la suivante : fallait-il détruire les missiles par une attaque massive terrestre et aérienne ou par la mise en application beaucoup moins risquée d'un blocus maritime. Au milieu de toutes les pressions intérieures et extérieures qui pesaient sur lui, le Président se déclara en faveur du blocus, pour plusieurs raisons :

— les attaques aériennes et terrestres préconisées par les militaires apporteraient la mort à des milliers de civils cubains innocents et à des milliers de soldats américains ;



— elles risquaient de déclencher l'utilisation des armes nucléaires de Cuba contre les Etats-Unis, et des représailles soviétiques sur Berlin, ou en d'autres points vulnérables, comme la Turquie, par exemple ;

— une telle action affaiblirait la position morale des Etats-Unis dans le monde ;

— de plus, ces attaques aériennes massives ne pouvaient être certaines de détruire toutes les bases de missiles et d'armes nucléaires de Cuba.

C'est ce dernier argument qui décida définitivement le Président en faveur du blocus. Et puis, la quarantaine était le seul moyen d'obtenir que les fusées soviétiques soient retirées sans précipiter l'humanité dans un cataclysme final et sans sacrifier la sécurité de quiconque, c'est-à-dire sans déclencher de guerre, car l'escalade inévitable conduirait fatalement à l'holocauste atomique. C'est ainsi que John Kennedy, appliquant sa « stratégie de la paix », fit pression sur les Soviétiques sans jamais les acculer à une réaction irrationnelle, incontrôlée ou suicidaire : il laissa à Khrouchtchev la possibilité de reculer honorablement tout au long des phases de la crise. Et celui-ci ordonna finalement à ses transporteurs d'armes en route vers Cuba de rebrousser chemin. Dans un conflit où il n'y aurait guère de vainqueurs, la raison devait finir par l'emporter sur la passion.

Il aurait été très intéressant d'ajouter, comme cela rentrait dans les intentions de Bob Kennedy, la discussion de la question morale fondamentale — définie par Theodore C. Sorensen qui a relu l'ouvrage — posée par la crise : quelles sont les circonstances qui peuvent donner à un gouvernement le droit moral d'exposer ses citoyens, et probablement tous les citoyens du monde, à la menace d'une destruction nucléaire ?

Car une question reste posée, et on n'en trouve pas la réponse en parcourant ce récit : dans quelle mesure l'action soviétique à Cuba menaçait-elle l'équilibre des forces et justifiait-elle une intervention américaine ? C'est Arthur Schlesinger qui y répond, dans *Les mille jours de Kennedy* : la réussite de l'opération aurait permis à l'Union soviétique de doubler son potentiel d'attaque sur les cibles américaines. Mais les Etats-Unis conservaient une avance de deux contre un dans le nombre des fusées, et les bases américaines (notamment en Turquie) offraient un contrepois important dans la balance. Les Russes auraient pu d'ailleurs s'en inquiéter de la même façon. Au surplus, il ne faut pas perdre de vue que le déplacement de fusées devrait être un facteur minime dans l'équilibre des forces nucléaires, à l'heure où les sous-marins atomiques peuvent atteindre n'importe quel point des océans, en un temps relativement court et dans le plus grand secret, et expédier de ce point leurs engins de mort. On peut considérer que l'opération soviétique dans l'île équivalait à envoyer dans la mer des Caraïbes une flotille de sous-marins porteurs de fusées nucléaires. Mais les Etats-Unis craignaient surtout que Fidel Castro ne se serve de ces armes personnellement : que serait-il advenu, si les Cubains avaient eu à l'esprit de « nationaliser » les bases de missiles... ? Les Soviétiques auraient pu difficilement les en empêcher. Et Khrouchtchev aurait ainsi réitéré l'erreur de calcul grave qu'il avait commise avec la Chine. C'est ainsi que l'on peut qualifier son projet de dément par le rejet qu'il supposait des règles de base que Kennedy avait proposées à Vienne pour la coexistence des super-puissances et pour la non-dissémination des armes nucléaires. Mais quoiqu'il en soit, le déplacement des missiles soviétiques à Cuba ne pouvait être qu'un prétexte invoqué par les Américains pour intervenir, car

dans l'état actuel des forces, toute attaque nucléaire portée contre les Etats-Unis, d'où qu'elle provienne, entraînerait une intervention immédiate sur Moscou.

On peut en conclure que les Etats-Unis sont intervenus **uniquement** pour une question de prestige politique, car le changement affectant l'équilibre des forces militaires était beaucoup moins considérable que celui qui affectait l'équilibre politique. Pourquoi alors avoir risqué un holocauste atomique sur un enjeu aussi mince ? Le président Kennedy s'en expliqua lui-même, dans son discours prononcé au soir du 22 octobre, par cette phrase qui résume toute sa politique : « un comportement agressif, si l'on n'y met pas bon ordre, conduit finalement à la guerre ». Et la question devient : où en serions-nous si Kennedy avait agi différemment ? Un autre provocation aurait sans doute eu lieu, à laquelle les Etats-Unis auraient répondu d'une façon comparable, et cette réponse aurait entraîné des conséquences difficiles à prévoir. De toute façon, le problème se serait posé d'une manière ou d'une autre, mais sous des aspects différents. Ainsi peut-on dire que la crise de Cuba constituait l'ultime tentative de Khrouchtchev pour tester les intentions américaines. Cette tentative a échoué. La riposte de Kennedy aura eu le mérite de mettre un terme à la guerre froide.

Mais ces circonstances peuvent-elles donner au Président des Etats-Unis le droit moral d'exposer tous les habitants de cette planète à la menace d'une destruction nucléaire ? Le débat reste ouvert, et l'ouvrage aurait offert encore plus d'intérêt s'il avait apporté une réponse à cette question fondamentale.

*Alain Douxchamps.*



### Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, *Le pouvoir régional.*

Dans ce petit livre paru début 1971 aux éditions Grasset, J.J.S.S. insiste sur la nécessité impérieuse de décentraliser les pouvoirs de l'Etat au profit de ceux des Régions. Le monde actuel est mobile, et son instabilité exige une souplesse d'adaptation et une rapidité de répondre au changement. « Dans un monde qui bouge, il faut une organisation qui permette de bouger. Si le mot « démocratie » a un sens, c'est bien que les gens ne veulent plus être traités comme des choses. Or les problèmes de la ville sont tout simplement ceux de la vie. » L'auteur attaque directement l'Etat centralisé. « En finir avec cette forme d'Etat, c'est l'entreprise urgente pour les Français. »

Ainsi les thèses de J.J.S.S. rejoignent-elles en tous points les trois grands principes du Fédéralisme : autonomie, participation et efficacité.

Le député de Nancy développe le thème de l'*autonomie* financière, au sujet de laquelle il donne d'ailleurs d'abondants détails ; chaque région devra gérer son propre capital, provenant en partie du désengorgement des ministères parisiens. Cela permettrait, entr'autres, de mieux rémunérer les conseillers municipaux, dont le nombre ne cessera de croître dans les années qui viennent. « L'avenir est peut-être moins aux fonctions de P.D.G. qu'à celles de conseiller municipal. »

Quant à la *participation*, chaque citoyen devra avoir la possibilité de contrôler directement les élus au pouvoir régional, qui auront eux-mêmes ce droit vis-à-vis du pouvoir fédéral. « La répartition des responsabilités doit correspondre à l'extension des problèmes, selon leurs niveaux : national, régional ou local. « Le pouvoir décentralisé au profit des régions marquera ainsi le début

d'une vraie vie démocratique pour les Français. « La démocratie économique passe par le syndicalisme : la démocratie locale aussi. Le pouvoir actuel en France, étatique dans son esprit comme dans sa structure, est fondé sur l'idée que toute collectivité autonome a tendance à tourner la réglementation, à violer les normes, à se conduire de façon aberrante. Pourquoi cette défiance, ce mépris et cette peur ? S'agit-il de garder tout le pouvoir, ou de servir les Français ? ».

J.J.S.S. compare la gestion de l'Etat à celle d'une entreprise : l'efficacité commence, écrit-il, avec la décentralisation, qu'il ne faut pas confondre avec la déconcentration. Roger Priouret n'a-t-il pas révélé dans *La France et le Management* que l'entreprise traditionnelle française était aux mains de « patrons » qui centralisaient les décisions, par leur méfiance des valeurs concurrentes, même internes, et par leur goût du secret : toute entreprise gérée selon ces principes est assurée de faire faillite. Et il en va de même pour l'Etat. Le management, dans sa conception moderne, suppose délégation de responsabilité, décentralisation, initiative. On connaît l'équation : liberté plus responsabilité = efficacité plus promotion des hommes.

En dénonçant les inconvénients de la gestion centralisée et en faisant en quelque sorte l'apologie de la Région, JJSS apporte en abondance de l'eau au moulin fédéraliste. C'est en termes incisifs qu'il applique au cas de la France les grands thèmes du Fédéralisme. Alexandre Marc écrivait dans *La Révolution Fédéraliste* que le monde ne souffrait pas d'un manque d'idées, mais qu'il manquait plutôt d'hommes capables de traduire les idées en actes. L'idée étant ici le Fédéralisme, un des hommes, qui serait à même de la traduire dans les faits pourrait bien être J.J.S.S.

Alain Douxchamps.



### Protest en beweging. Onder redactie van dokters Jaap van Vuure en Harry Dijke, U.P.R.-S.W.U., 1970, 110 blz.

De uitgave kwam tot stand in samenwerking met de Commissie Studium Generale van de Nederlandse Economische Hogeschool te Rotterdam en de Algemene Rotterdamse Studenten Federatie. De basis voor deze bundel beschouwingen was het door de Commissie Studium Generale in 1970 georganiseerde kongres over inspraak, demokratizering en sociale aktie.

De eerste bijdrage, door J. van Vuure handelt over « *Plaats en betekenis van het protest* ». Uitgegaan wordt van de roep om inspraak, en vastgesteld dat vooral de jeugd het aktiefst betrokken is bij de protestbewegingen : de strijd gaat niet meer om het dagelijks brood, maar om dieper liggende menselijke behoeften. Verder vecht de jeugd vooral de diskrepantie aan die bestaat tussen de demokratische idealen en de werkelijkheid, zij verwerpt autoriteit, hiërarchie, onpersoonlijkheid en kompleksiteit. In de volgende bijdragen wordt nagegaan hoe dit protest zich konkretiseert in een aantal konkrete bewegingen. Vooreerst de « *Politieke alternatieven van Rotterdam* », (door W. Albeda). De leidende gedachte hierin is dat ekonomische groei geen doel kan zijn op zichzelf, maar moet funktioneren als tussendoel, dat de huidige fase van welvaart zijn limiet vindt in het welzijn, want « een beleid dat puur ekonomisch calculeert zou zelfs puur ekonomisch kunnen falen ». Vervolgens behandelt M. van Rossum « *Links avonturisme in de haven* ».

*staking* », de achtergronden van de havenstaking van september 1970 : het ging om een spontane staking, waarvan de leiding werd opgenomen na het gezagsvacuum van de vakbonden, door « Arbeidersmacht Rotterdamse Haven ». Belangwekkend hierin was dat groepen studenten zich erbij aansloten (omdat hun oppositie binnen de universiteiten en hogeschool vastgelopen was) : zij speelden een belangrijke rol in de politieke bewustwording van de arbeiders. De auteur eindigt zijn bijdrage met een pleidooi voor solidariteit tussen beide groepen. Het vierde deel wordt gewijd aan « *Kabouters, dragers van een tegen-ideologie* » (door H. van Dijke en Ton van Gils). Veel over tegen-ideologie, weinig over Kabouters. Het uitgangspunt is de vaststelling van een nieuwe golf van protest juist op het ogenblik waarop de tevredenheid de overhand dreigt te krijgen.

Nu de massa zich eindelijk zou kunnen zetten aan de verwerving van niet-materiële waarden blijken die ineens maar voor een minderheid toegankelijk. Een hoger welvaartsniveau blijkt mogelijk, maar niet een ander (humaner, kreatiever) maatschappijtype. Volgt dan een ekskursi eover institutionalisering, ideologie en tegen-ideologie. De funktie van deze laatste wordt gezien als lokalizatie van de bron van wijdverbreide frustraties in de sociale structuur, en de projektie van een alternatieve structuur waarin dergelijke frustraties niet zouden voorkomen. Vooral hier situeert zich de bijdrage van de « *Kabouters* ».

Het vijfde gedeelte is de overname van het derde hoofdstuk van het boeiende werk van P.J.A. ter Hoeven « *Studenten in de aanval* », en luidt « *De mars-route studentenpolitiek* ». Tenslotte gaat Eisse Kalk in tien punten in op het probleem van « *Participeren of Manipuleren* ». Hij gaat uit van de vaststelling van toenemende vervreemding van de mens t.a.v. zijn omgeving, om vast te stellen dat democratie herleid werd tot « *politiek* », waarin de instellingen van groter belang worden geacht dan de individuele personen. Volgens hem vormt de spanningsrelatie tussen orde en konflikt de mogelijkheid voor kreatieve ontwikkelingen en nieuwe visies en voor de bewustwording van de regressie en het gebrek aan verbeelding vanwege de gezagsdragers. Hij gaat na welke hiërarchie in de participatie kan bestaan (om de voorwaarden van inspraak te analyseren).

Het werkje wordt besloten met het verslag van de diskussie (door J. van Vuure). Hierin kwamen drie gedachten naar voren : het falen van de politieke partijen als participatiekanalen, de machteloosheid van de burgers, en de noodzaak van informatie van de burgers.

M. Claeys - Van Haegendoren.

★

**Raymond POLLIN, L'obligation politique.** Coll. S.U.P. Les précis de l'enseignement supérieur - Le Politique. Presses universitaires de France, Paris 1971, 159 pp., 12 FF.

La question fondamentale selon l'auteur est de redéfinir la notion des devoirs du citoyen dans un état démocratique, en recourant aux conceptions philosophiques et théoriques de Platon à Hegel et Marx. Il y a lieu de faire échec à l'anarchisme contemporain qui prône l'égalité de désobéissance envers toute forme de pouvoir, ce qui conduit en définitive à une société foncièrement inégalitaire.

La primauté du droit ne saurait se concevoir sans les droits de l'homme, ceux-ci devant être dépouillés toutefois du concept de droits naturels.

L'obligation politique, ses limites, ses exigences, ses règles, les taux de contrainte et de liberté sont profondément liés à l'état de l'opinion, des mœurs, à un certain type de culture.

Aucune société ne peut fonctionner dans « le consentement libre et raisonnable du citoyen ».

*André Philippart.*



**Theodore C. SORENSEN, L'héritage des Kennedy.** Edit. Robert Laffont, Paris, 1970.

Théodore C. Sorensen a été pendant près de vingt ans étroitement associé, et plus que quiconque, à la pensée et à l'action de John et de Robert Kennedy. En novembre 1960, il devint conseiller spécial du Président : il était celui qui écrivait les discours et avec qui on discutait des idées et des projets. Le style de son ouvrage, empreint de gentillesse et de « compassion », rappelle d'ailleurs le style du Président disparu.

L'auteur s'attache à démontrer que le monde, et plus particulièrement les Etats-Unis, sont en proie à une crise importante et grave. Seul l'héritage des Kennedy, si nous savons le perpétuer, permettrait de la résoudre. Cet héritage consiste à réaliser pacifiquement les réformes révolutionnaires qui s'imposent à notre temps : une révolution pacifique qui nous intéresse tous directement et qui appartient à tous les hommes qui sont à la recherche d'un monde nouveau. Il représente le plus important ensemble de principes et d'objectifs de notre temps.

L'héritage est constitué par tous les programmes et toutes les politiques élaborées par les Kennedy et leurs collaborateurs, tant dans les affaires extérieures que dans les affaires intérieures : il est concrétisé par l'ensemble des discours et des livres publiés par les deux frères disparus. On peut citer : l'action pour les Droits Civiques, la Nouvelle Economie, les problèmes sociaux en général, les conceptions de John Kennedy au sujet du pouvoir et du renforcement de la présidence, le contrôle civil à la défense, la séparation entre l'Eglise et l'Etat, sa conception de la paix dans le discours final sur Cuba, où il exprima son admiration pour les réussites du peuple russe et lui offrit l'amitié du peuple américain. « Et si nous ne pouvons, pour le moment, abolir nos différences, cherchons du moins à bâtir un monde qui laisse place à la diversité. Nous sommes tous des habitants de la même planète. Nous respirons tous le même air. Nous sommes tous également soucieux de l'avenir de nos enfants. Et nous sommes tous mortels. » Ce discours peut être considéré comme le texte le plus important de l'héritage des Kennedy, car ainsi que Khrouchtchev devait le reconnaître plus tard, il ouvrit la voie au traité sur l'interdiction des essais nucléaires, dont les effets menaçaient d'empoisonner définitivement l'atmosphère de la planète. Le jour où John Kennedy obtint l'assentiment du Sénat et la ratification de ce traité, fut pour lui un véritable jour de gloire.

On pourrait encore se demander avec raison si la guerre du Vietnam ne fait pas, elle aussi, partie de l'héritage des Kennedy. La politique vietnamienne du président Kennedy, s'il avait vécu, aurait-elle suivi la même évolution que celle du président Johnson ? Sorensen répond par la négative. A son avis, John F.

Kennedy, comme il l'avait déjà fait à propos de Berlin, et comme sa stratégie au Vietnam le laissait prévoir, se serait conduit de manière à éviter de se laisser emprisonner dans l'alternative entre une escalade massive et une inacceptable humiliation. Et l'escalade ne serait pas apparue en 1965 comme la seule voie possible. On peut être du même avis, pour deux autres raisons : d'abord, parce que l'affaire de Cuba en octobre 1962 a démontré qu'en cas de conflit nucléaire, Kennedy préférerait sa stratégie de la paix à tout conflit armé qui, une fois engagé, ne pouvait aboutir qu'à une escalade sans issue. C'est ainsi qu'il rejeta le plan d'attaque aérienne des installations de missiles soviétiques dans l'île, et on peut supposer qu'il aurait tenu le même raisonnement en 1965, en ce qui concerne les bombardements américains sur le Vietnam. Ensuite, parce que son propre frère, Robert, s'est opposé violemment à la politique de Johnson à cette époque, et que la rupture entre les deux hommes date précisément de 1965. Il est évidemment très téméraire de préjuger de l'avenir et d'établir des comparaisons de faits historiques qui se sont produits à des époques différentes, car les circonstances qui les ont vu naître varient dans le temps avec les mobiles qui animent les hommes du moment.

Theodore C. Sorensen distingue dans l'héritage des Kennedy trois grands principes fondamentaux :

1) le premier était leur foi commune dans les vertus de la révolution pacifique, dans la possibilité d'aboutir sans violence, aux Etats-Unis comme ailleurs, à des réformes radicales. Il s'agissait de résoudre les conflits sans coercition, mais par la raison et l'art de la persuasion, et admettre sans rancœur des différences. Les Kennedy voyaient dans chaque recours à la violence le germe de nouvelles haines et un échec de la politique dans son sens le plus noble.

2) le second principe était leur croyance dans le libre choix pour tous ceux qui pouvaient l'exercer sans entraîner de dommages pour autrui. Tous les peuples, pensaient-ils, devraient être libres de choisir les systèmes de gouvernement qui leur plaisaient le mieux, sans que les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine ou qui que ce soit d'autre viennent peser sur ce choix. De même, il fallait qu'aux Etats-Unis, les Noirs soient aussi libres que les Blancs de choisir les écoles où ils enverraient leurs enfants ou les quartiers qu'il leur plairait d'habiter. La discrimination et la ségrégation sous toutes leurs formes, fussent-elles inconscientes, sont un obstacle au libre choix, tout comme les guerres et les crises économiques.

3) le troisième est le plus important des principes fondamentaux de l'héritage des Kennedy : c'est le sentiment toujours présent de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants. Sans complaisance pour les tares de la génération présente, les Kennedy étaient pleins de confiance dans la suivante. Ils ne récusait pas la sagesse du passé, mais ils voulaient avant tout, par leurs expériences et les réformes qu'ils entreprenaient, préparer pour leurs enfants un avenir meilleur.

Theodore C. Sorensen ne cherche pas à cacher sa foi profonde dans les vertus de la société américaine, dans laquelle vit « le peuple le moins chargé d'impôts de toutes les nations occidentalisées ». Mais il oublie que c'est le Tiers Monde — comptant les deux tiers de la population du globe — qui permet à l'Amérique d'entretenir ce train de vie. Les pays pauvres lui fournissent en effet les matières premières sans lesquelles sa prospérité ne serait pas aussi largement supérieure au niveau de vie du reste de l'humanité. D'un autre côté, il y a certainement un peu de naïveté de la part de l'auteur à vouloir dégager,

des moindres gestes politiques des Kennedy, un élément de leur héritage. Et on ne peut s'empêcher de sourire à l'énoncé du second principe fondamental sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Les Etats-Unis ne sont-ils pas la nation interventionniste par excellence ? Il ne faut pas remonter jusqu'à la politique du « gros bâton » de Theodore Roosevelt, car la politique étrangère contemporaine de l'Amérique fourmille d'exemples à ce sujet.

Mais ne perdons pas de vue que l'idéal des Kennedy était un objectif à réaliser dans cette seconde moitié du vingtième siècle, et nous pourrions échafauder de nombreuses suppositions sur ce qu'aurait été l'avenir de John et de Robert sans les balles qui les frappèrent mortellement. On ne peut lire « l'Héritage des Kennedy » sans grande conscience de ce que le monde a perdu par la mort de ces deux frères. Mais si ceux-ci ont disparu, l'accident qui semble compromettre la carrière de Ted ne change pas la conviction de Sorensen.

Tout espoir n'est pas perdu, l'héritage des Kennedy est un message d'espoir. « Ce que John et Robert Kennedy ont édifié au prix de tant d'efforts n'a pas besoin, pour durer, que leur frère soit à son tour élu Président. Ce qu'ils laissent derrière eux est trop imposant, trop audacieux, trop mêlé à la vie de leurs compatriotes pour disparaître soudain et de la façon la plus absurde parce qu'une automobile se retourne dans un étang. Personne, aujourd'hui, ne peut prédire avec certitude l'avenir politique de Ted Kennedy. Mais je puis affirmer avec certitude que l'héritage de John et de Robert Kennedy continue de vivre. »

Ted Kennedy est évidemment celui auquel cet héritage est destiné en tout premier lieu. Néanmoins, son nom ne l'oblige pas à être candidat à la Présidence en 1972 ou n'importe quelle autre année, pas plus qu'il n'oblige les anciens partisans de ses frères à lui accorder leur soutien. « Il n'est pas trop tard pour travailler à un monde meilleur tel que nous l'a fait entrevoir la philosophie des Kennedy. Il n'est pas trop tard, il suffit de quelques hommes de bonne volonté pour commencer. Mais nous n'en aurons peut-être pas toujours la possibilité. »



**Hubert HUBIEN** (publié par). *Le raisonnement juridique. Legal reasoning. Die juristische Argumentation.* Actes du Congrès mondial de philosophie du droit et de philosophie sociale. Proceedings of the world congress for legal and social philosophy. Akten des Weltkongresses für Rechts- und Sozialphilosophie. Bruxelles, 30 août-3 septembre 1971. Etablissements Emile Bruylant, Bruxelles, 1971, IX + 601 pp. 806 FB.



**L'administration publique.** Recueil de textes préparé sous les auspices des Instituts belge et français des sciences administratives. Collection U - Série Science administrative, Paris, Librairie Armand Colin, 1971, 526 pp., index.



**Henri BUCH, Paul FORIERS et Ch. PERELMAN** (études publiées par). *L'égalité*. Volume I. *Travaux du Centre de philosophie du droit de l'Université Libre de Bruxelles*. Publicaties van het Centrum voor wijsbegeerte van het recht van de Vrije Universiteit Brussel. Etablissements Emile Bruylant, Bruxelles, 1971, 327 pp.

L'ouvrage rassemble études et réflexions sur la notion d'égalité en philosophie du droit et dans différents systèmes de droit, ceux de la Belgique, de la République Fédérale Allemande, de la Grande-Bretagne, de certains Etats d'Amérique latine, de la jurisprudence du Conseil d'Etat français, de l'Afrique traditionnelle.

L'inégalité en droit romain, la structure de la notion d'égalité en droit, l'égalité dans la pensée chrétienne, chez Montesquieu, chez Rousseau, chez Bentham et Mill, pourquoi traiter autrui sur un pied d'égalité?, la crise de l'égalitarisme, égalité et valeurs constituent les autres chapitres de la première publication des travaux du Centre de philosophie du droit de l'U.L.B.

*Michèle Scohy-Goetbals.*

★

**La politique régionale du Marché Commun**. Centre d'Etudes européennes. Université catholique de Louvain. Bruylant-Vander, Bruxelles, 1971, 218 pp.

Publication des travaux de la table ronde « La politique régionale du Marché Commun ».

*M. S.-G.*

★

**Gérard BERGERON**, *La guerre froide inachevée. Rétrospective : 1945-1962. Expectative : 1963-1970. Prospective : 1971*. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1971, XIV + 315 pp.

Ce « livre dossier », tel qu'il est nommé par l'auteur, se donne pour tâche de retracer la guerre froide selon une trame processuelle globale remontant à 25 ans en arrière.

L'analyse chronologique de cette période amène l'auteur à fonder le caractère plausible d'une cyclicité des phases détente et tension de la guerre froide classique. Cette analyse « systémique » garde la seconde utilité analytique de présenter un référentiel contrastant pour tenter de dégager les caractéristiques de l'après-guerre froide depuis 1963.

*M. S.-G.*

★

**Felix ERMACORA**, *La pubblica amministrazione in Austria*. (Istituto per la Scienza dell'amministrazione pubblica - Dipartimento di amministrazione pubblica comparato). Giuffrè, Milano, 1971, 135 pp.

★



**Philip WILLIAMS. La vie politique sous la quatrième république.**  
Librairie Armand Colin, Paris, 1971, VIII + 866 pp.

L'auteur, historien anglais venu à la science politique, particulièrement intéressé à la vie politique française, analyse le fonctionnement d'ensemble du système politique de la IV<sup>e</sup> république. En décrivant partis et institutions il démonte les mécanismes politiques entre 1947 et 1958. Il se penche sur l'attitude constructive ou négative des hommes politiques de l'époque.

M. S.-G.



**Nicole DELRUELLE, René EVALENKO et William FRAEYS.**  
**Le comportement politique des électeurs belges. Enquête de sociologie électorale. La rupture de 1965. Ses prolongements en 1968.**  
Editions de l'Institut de Sociologie - Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1970, 265 pp. Collection Etudes de Science politique.

L'ouvrage est une recherche du sens, des raisons et des motivations des modifications importantes dans le comportement des électeurs belges lors des élections de mai 1965 et de mars 1968. L'étude fut réalisée à partir des chiffres électoraux de 1960 rapprochés de données socio-économiques et d'un sondage d'opinion réalisé par l'Institut Universitaire de sondage d'Opinion publique.

M. S.-G.



**Nicole DELRUELLE. La mobilité sociale en Belgique. Analyse des résultats d'un sondage national.** Editions de l'Institut de Sociologie - Université Libre de Bruxelles, avec l'appui du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, Bruxelles, 1970, II + 102 + 4 pp.

L'auteur extrait d'une enquête réalisée en 1968 au niveau national, les données relatives aux origines sociales des personnes interrogées. Celles-ci réparties par classe d'âge et région qui permettent de dégager les tendances de la mobilité entre les divers groupes.

M. S.-G.



**Robert DAHL. Qui gouverne ?** Librairie Armand Colin, 1971, 373 pp.  
Collection Analyse politique.

L'auteur sous-titre son ouvrage *Démocratie et pouvoir* dans une ville américaine.

New Haven (Connecticut) qualifiée par R. Dahl de bon prototype parce qu'elle présente une gamme étendue des traits caractéristiques du système politique américain et des autres villes des Etats-Unis, lui permet d'examiner les facteurs tendant à assurer la stabilité ou à provoquer des changements dans l'organisation politique.

Il s'applique ainsi à rechercher la vérification empirique de sa théorie du modèle polyarchique.

M. S.-G.

★

**Achille MESTRE et Philippe GUTTINGER. Constitutionnalisme jacobin et constitutionnalisme soviétique.** Presses universitaires de France, Paris, 1971, 152 pp. Collection Travaux et Recherches de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris - Série « Science politique » n° 22.

Les auteurs recherchent quel est le lien de parenté entre les constitutionnalismes jacobin et soviétique.

Ils attribuent ce parallélisme non seulement à l'évidente analyse par les soviétiques de la période jacobine, analyse qui entraîna la systématisation marxiste des bases révolutionnaires lancées en 1792 mais insistent surtout sur les analogies de situation (puissance, forme des deux mouvements et contraintes inhérentes à ces phénomènes).

M. S.-G.

★

**Guy HERMET. Les communistes en Espagne. Etude d'un mouvement politique clandestin.** Armand Colin, Paris, 1971, 216 pp. Collection Fondation nationale des Sciences politiques - Travaux et recherches de science politique.

L'auteur s'est attelé à l'étude du communisme espagnol dans sa réalité présente non seulement pour concrétiser l'admiration et la sympathie générale ressentie pour les communistes espagnols exilés ou traqués depuis trente ans mais surtout pour combler le peu d'intérêt des politologues pour l'étude des partis communistes confrontés à des régimes autoritaires d'orientation conservatrices et des partis clandestins. Il met le lecteur en garde des conclusions ambiguës ressortant du développement de la proposition de départ du travail : les effets positifs de la clandestinité sur le plan du prestige du communisme en Espagne par comparaison avec celui des autres forces d'opposition, ses effets négatifs dans les domaines de l'action, de l'implantation effective et de l'unité.

M. S.-G.

★

**Laurent BLANC. La fonction publique.** Collection « Que Sais-je ? »

Le point des connaissances actuelles n° 1415. Presses Universitaires de France, Paris, 1971, 128 pp. (sous presse).

★

**Wilbert MOORE. Les changements sociaux.** J. Duculot, Gembloux, 1971 (sous presse). Traduction en français par J. Howard de « Social Change ».

★

**Daniel SEILER et Jean RAES. Idéologie et citoyens. Analyse des attitudes politiques d'un échantillon de l'électorat wallon.** Collection : Questions économiques, sociales et politiques - Fondation Travail-Université, Namur. Facultés universitaires de Namur. Editions Vie ouvrière, Bruxelles, 1970, 219 pp. (sous presse).

L'étude isole, au moyen de méthodes mathématiques, les structures mentales profondes qui sous-tendent les électorats des partis en wallonie. Grâce à un questionnaire construit à partir des programmes des trois partis nationaux, les auteurs confrontent les réponses des électeurs avec les « réponses idéologiques des partis » et mettent ainsi à nu la crise de ces partis.

M. S.-G.



**Fernand VAN LANGENHOVE. La sécurité de la Belgique. Contribution à l'histoire de la période 1940-1950.** Collection : Travaux de la Faculté de Philosophie et Lettres - Université Libre de Bruxelles, tome XLVII. Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1971, 263 pp., 254 FB.

Fonctionnaire, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères pendant la seconde guerre mondiale, et ensuite diplomate représentant la Belgique auprès des grandes organisations internationales, l'auteur a pris part à l'évolution du problème de la Sécurité.

M. S.-G.



**Daniel PAULUS. Les milieux dirigeants belges et les demandes d'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne.** Institut d'Études Européennes - Université Libre de Bruxelles. Collection : Thèses et travaux politiques. Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1971, 331 pp., 594 FB.

Le travail, résultat d'un dépouillement systématique des organes de presse, déclarations et documents provenant ou se rattachant aux différents groupes politiques, économiques et sociaux, examine la nature et les fondements des attitudes de ces groupes au cours de la période s'étendant de juillet 1961 à décembre 1969, vis-à-vis d'un aspect déterminé de la problématique européenne.

M. S.-G.

